

Communiqué de presse



Opposés au projet de loi Asile et Immigration, les acteurs des États Généraux des Migrations appellent à une politique migratoire radicalement différente

(Paris, 13 avril 2018) **Les collectifs citoyens et les associations, nationales et locales impliqués dans le processus des États Généraux des Migrations appellent les députés à rejeter le projet de loi Asile et Immigration discuté à partir du 16 avril, et à réfléchir d'urgence à une politique migratoire radicalement différente.**

Alors que les députés s'apprêtent à débattre dans l'Hémicycle du projet de loi « Asile et Immigration », les centaines d'acteurs de la société civile réunis dans le processus des États Généraux des Migrations alertent collectivement sur les conséquences prévisibles des dispositions de ce projet de loi qui durcit les conditions d'accès à l'asile, et qui a pour objectif principal de faciliter les expulsions des personnes déboutées ou sans titre de séjour. Ce projet de loi va porter atteinte aux droits fondamentaux de personnes vulnérables qui, dans leur immense majorité, ont mis leur vie en péril pour fuir des situations de conflits ou de violence, dans l'espoir d'une vie plus sûre et plus digne. Au-delà, cette réforme stigmatise l'ensemble des personnes étrangères venant en France, aggravant les soupçons permanents à leur encontre, les privant de droits élémentaires et de conditions d'accueil dignes.

Pour manifester publiquement leur profond désaccord avec l'esprit et le contenu de ce projet de loi et « résister à bras ouverts », les acteurs des EGM appellent à des mobilisations citoyennes dans toute la France entre le samedi 14 et le jeudi 19 avril (<https://eg-migrations.org/Agenda-des-evenements>). Une manifestation est aussi organisée à Paris **le dimanche 15 avril à l'initiative du BAAM et de dizaines d'organisations d'Île-de-France (<https://paris.demosphere.eu/rv/61221>), et **le lundi 16 avril** de 12h30 à 14h place Édouard Herriot à côté de l'Assemblée nationale (<https://paris.demosphere.eu/rv/61522>).**

Les membres des EGM regrettent à nouveau que le président de la République et le Gouvernement aient refusé d'ouvrir un dialogue sincère et attentif avec les acteurs de la société civile qui sont engagés au quotidien auprès des personnes migrantes et invitent vivement les autorités à écouter les recommandations qui émergeront au travers des cahiers de doléances des États généraux.

Depuis son lancement, en effet, le processus des EGM a permis l'organisation de plus de 75 assemblées locales, à l'échelle de villes, de départements, de régions (voir la carte sur le site eg-migrations.org). Au total ce sont déjà des centaines d'associations et des milliers de citoyens et citoyennes qui, sur l'ensemble du territoire, élaborent des propositions en vue d'une politique migratoire alternative.

Ces propositions feront l'objet d'une synthèse et d'une première assemblée plénière des États Généraux des Migrations qui se tiendra en région parisienne les 26 et 27 mai 2018.